



Conseil économique et social

Distr. générale
21 avril 2005
Français
Original: anglais

Session de fond de 2005

New York, 29 juin-27 juillet 2005

Point 10 de l'ordre du jour provisoire*

Coopération régionale

Rapport économique sur l'Afrique 2005 : « Relever le double défi du chômage et de la pauvreté en Afrique »**

Résumé

Le présent rapport a été établi sur la base du Rapport économique sur l'Afrique, 2005. Selon ce rapport, le produit intérieur brut (PIB) de l'Afrique est passé de 4,3 % en 2003 à 4,6 % en 2004, soit le taux le plus élevé depuis près d'une décennie. La hausse des cours de produits de base, notamment le pétrole, la bonne gestion macroéconomique, l'embellie des résultats du secteur de l'agriculture, l'amélioration de la situation politique dans de nombreux pays ainsi que l'accroissement de l'appui des donateurs sous forme d'aide et d'allègement de la dette sont autant de facteurs qui ont contribué à ces résultats positifs. Toutefois, compte tenu de l'importance de l'Union européenne en tant que partenaire commercial de l'Afrique, la croissance relativement faible enregistrée au sein de l'Union a sans doute retardé la croissance globale de l'Afrique.

L'aide publique au développement (APD) à l'Afrique a augmenté, passant d'un minimum de 15,7 milliards de dollars en 2000 au chiffre record de 26,3 milliards de dollars en 2003. Le redressement a été largement tiré par l'allègement de la dette, grâce à l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE) et à l'aide d'urgence. Le Comité d'aide au développement de l'OCDE fournit non seulement l'essentiel de l'APD à l'échelle mondiale, mais aussi une part importante de l'APD destinée à l'Afrique. Les flux d'investissements étrangers directs à destination de l'Afrique sont passés de 12 milliards de dollars en 2002 à 15 milliards en 2003 et devraient atteindre 20 milliards de dollars en 2004. Ils tendent toutefois à se concentrer sur une région (l'Afrique du Nord) et sur un secteur (les industries extractives).

* E/2005/100.

** Rapport établi pour la Conférence des ministres, 2005, sur la base du Rapport économique sur l'Afrique 2005, « Relever le double défi du chômage et de la pauvreté en Afrique ».



Malgré une croissance satisfaisante en 2004, qui devrait atteindre 5 % en 2005, le taux d'épargne et d'investissement est resté faible, dépassant à peine 20 % au cours de la période 2000-2002. Dans un contexte marqué par le ralentissement de l'économie mondiale, qui pourrait avoir des répercussions en Afrique, la croissance économique africaine bénéficiera du maintien de la stabilité macroéconomique, de l'augmentation des exportations africaines, de l'amélioration continue de la production agricole dans l'hypothèse de conditions climatiques favorables et d'une croissance vigoureuse dans les secteurs du tourisme et de l'exploitation minière.

Pour ce qui est de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, la région de l'Afrique du Nord s'est distinguée par des progrès remarquables. En Afrique subsaharienne cependant, les progrès ont été lents en dépit du taux de croissance réel positif enregistré depuis 1998, en particulier en ce qui concerne la réduction de moitié de la pauvreté, la réduction de la mortalité maternelle et l'accroissement du taux d'achèvement d'un cycle complet d'études primaires. Dans la majorité des pays, les résultats restent décevants et des efforts particuliers devront être déployés pour atteindre les objectifs fixés.

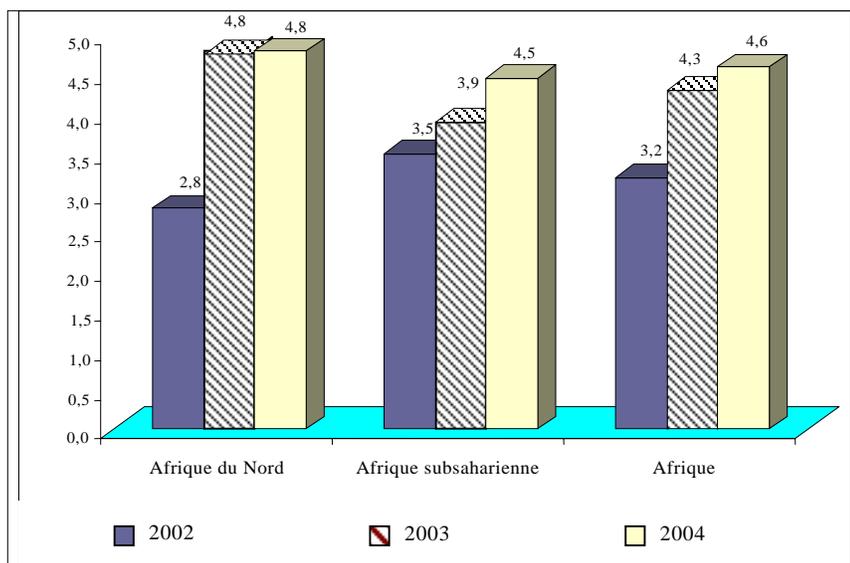
I. Résultats d'ensemble de la croissance

1. Le PIB réel de l'Afrique a augmenté de 4,6 % en 2004, taux le plus élevé depuis près d'une décennie, contre 4,3 % en 2003 (fig. 1). Cette amélioration a été rendue possible par la hausse des cours de produits de base, notamment le pétrole, elle-même due à une forte croissance de la demande mondiale. S'y ajoutent la bonne gestion macroéconomique, l'embellie des résultats du secteur de l'agriculture, l'amélioration de la situation politique dans de nombreux pays ainsi que l'accroissement de l'appui des donateurs sous forme d'aide et d'allègement de la dette, autant de facteurs qui ont contribué à ces résultats positifs. L'évolution favorable des résultats de l'Afrique en 2004 confirme également la tendance à la hausse qui est manifeste depuis 1998. Malheureusement, cette tendance ne s'est pas encore traduite par des créations d'emplois ou par une réduction de la pauvreté.

Figure 1

Croissance du PIB réel en Afrique, 2002-2004

(En pourcentage)



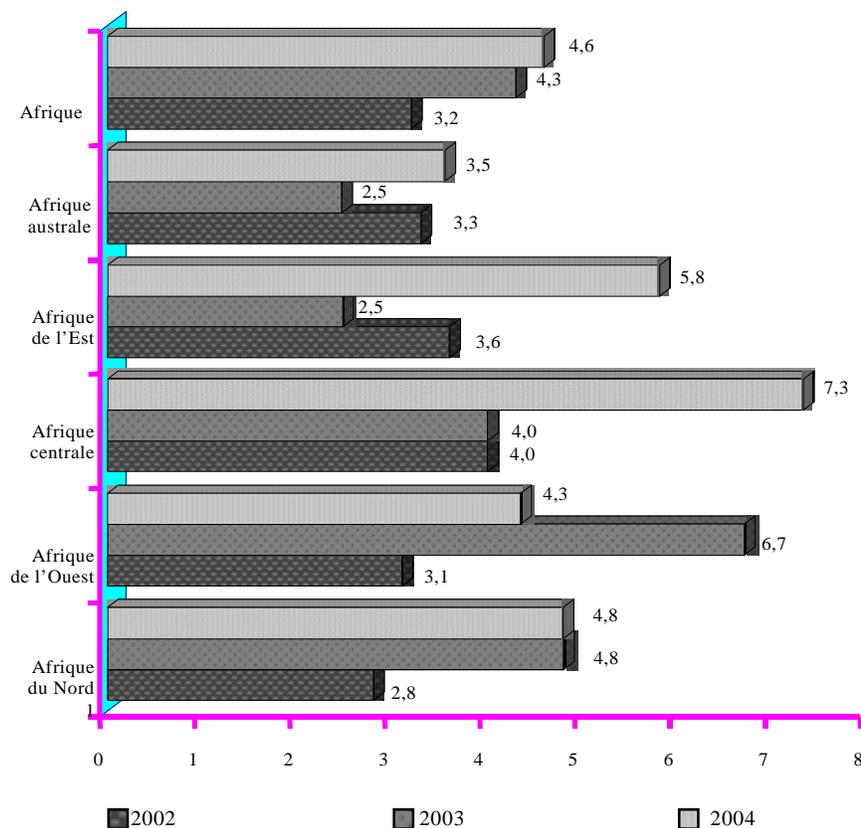
Source : Rapport économique sur l'Afrique 2005 (Commission économique pour l'Afrique).

A. Résultats sous-régionaux

2. L'accélération de la croissance économique entre 2003 et 2004 à l'échelle du continent était due à une amélioration des résultats de l'Afrique subsaharienne, alors qu'entre 2002 et 2003, la progression était principalement due à l'Afrique du Nord (fig. 1).

3. L'Afrique centrale a enregistré le taux de croissance le plus élevé en 2004, suivie de l'Afrique de l'Est, de l'Afrique du Nord, de l'Afrique de l'Ouest et de l'Afrique australe (fig. 2). L'Afrique de l'Ouest a été la seule région où le taux de croissance s'est ralenti, tombant de près de 7 % en 2003 à 4,6 % en 2004¹.

Figure 2
Croissance du PIB réel à l'échelle sous-régionale, 2002-2004
 (En pourcentage)



Source : Rapport économique sur l'Afrique 2005 (Commission économique pour l'Afrique).

4. La baisse du taux de croissance du PIB réel du Nigéria, de 10,2 % en 2003 à 4,6 % en 2004, a contribué à la faiblesse relative de la croissance en Afrique de l'Ouest¹.

5. Un autre facteur ayant contribué à la faiblesse des résultats de l'Afrique de l'Ouest a été la crise politique continue en Côte d'Ivoire, à l'origine d'une année de faible croissance du PIB réel (0,9 % en 2004) dans ce pays. De surcroît, une invasion de criquets a gravement atteint le secteur de l'agriculture du Mali, du Niger et du Sénégal, entraînant des taux de croissance relativement faibles dans ces pays.

6. En revanche, la croissance a été égale ou supérieure à 5 % dans six des 15 pays de l'Afrique de l'Ouest, avec en tête de ce groupe le Libéria (15 %), suivi de la Gambie (6,6 %), de la Sierra Leone (6,6 %), du Burkina Faso (5,4 %), du Cap-Vert (5,4 %) et du Ghana (5,3 %).

7. La hausse des cours du pétrole a dopé la croissance en Afrique du Nord et en Afrique centrale, tandis que l'Afrique de l'Est et l'Afrique de l'Ouest ont tiré profit de l'augmentation de la production agricole et de celle des cours de produits de

base. En Afrique australe, la croissance du PIB réel s'est accélérée en 2004, principalement en raison d'une croissance régulière en Afrique du Sud; ce pays a en effet bénéficié de la forte demande mondiale et intérieure due en partie au faible niveau de ses taux d'intérêt.

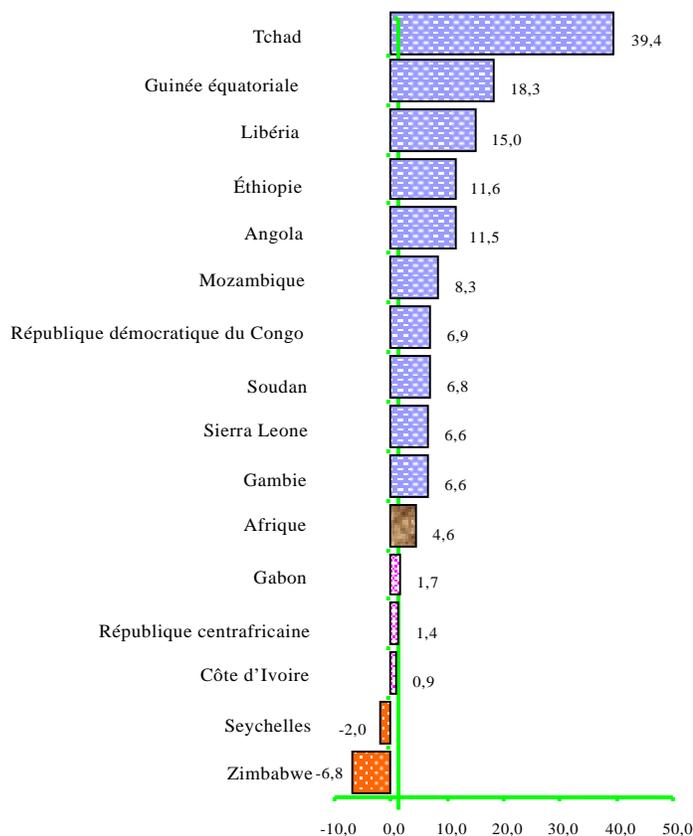
B. Pays à croissance rapide et pays à croissance lente

1. La croissance en 2004

8. Les pays africains ayant enregistré la croissance la plus rapide en 2004 sont le Tchad, la Guinée équatoriale, le Libéria, l'Éthiopie, l'Angola et le Mozambique (fig. 3). Toutefois, les bons résultats du Libéria doivent être replacés dans leur contexte. Le pays sort d'un conflit et le taux de croissance de l'économie a été mesuré par rapport à un niveau de production relativement faible. En outre, la croissance a été dopée par l'importante aide extérieure en faveur des efforts de reconstruction du pays. On peut donc s'interroger sur la durabilité de cette croissance².

9. Les pays ayant enregistré la croissance la plus faible en Afrique sont le Zimbabwe, les Seychelles, la Côte d'Ivoire, la République centrafricaine et le Gabon (fig. 3). Ces mauvais résultats étaient dus à la sécheresse et à un climat politique peu favorable (Zimbabwe), à la persistance des troubles politiques (Côte d'Ivoire) et, en dépit de la découverte de nouveaux gisements pétroliers et de la hausse des cours du pétrole, à une baisse de la production pétrolière, elle-même causée par le peu d'investissements dans la modernisation des gisements existants (Gabon)³.

Figure 3
Palmarès de la croissance en Afrique, 2004 : les 10 premiers et les cinq derniers
 (Taux de croissance en pourcentage)



Source : Rapport économique sur l'Afrique 2005 (Commission économique pour l'Afrique).

2. Résultats de la croissance durant la première moitié de la décennie

10. Le tableau ci-après, qui présente les taux de croissance du PIB réel entre 2000 et 2004 des pays où la croissance a été la plus rapide et des pays où la croissance a été la plus faible, permet de voir si la croissance enregistrée en 2004 est représentative de la croissance à moyen terme.

11. Sept des 10 pays ayant enregistré la plus forte croissance en 2004 ont réussi à maintenir un taux de croissance moyen supérieur ou égal à 5 % durant la période 2000-2004 (tableau 1). C'est ainsi que la Guinée équatoriale et le Tchad ont réussi à maintenir des taux de croissance à deux chiffres, tandis que le Mozambique, l'Angola et le Soudan ont affiché un taux de croissance supérieur à 6 % durant la même période. Sur les 10 pays susmentionnés, seules la République démocratique du Congo, la Sierra Leone et la Gambie n'ont pas réussi à maintenir un taux de croissance moyen supérieur ou égal à 5 % (tableau 1). Cette situation est due au fait que la République démocratique du Congo et la Sierra Leone, en particulier, sortent d'un conflit.

12. Il est intéressant de noter que les pays ayant enregistré la croissance la plus faible en 2004 sont aussi ceux qui ont eu le taux de croissance moyen le plus faible entre 2000 et 2004. Ces pays sont le Zimbabwe, les Seychelles, la Côte d'Ivoire et la République centrafricaine.

13. L'un des enseignements que l'on peut en tirer est que le taux de croissance des pays en tête de peloton et des pays en queue de peloton a été plutôt stable durant la première moitié de la décennie. En effet, 14 pays africains ont réussi à maintenir leur taux de croissance à 5 % ou plus depuis 1999, ce qui les rapproche du taux estimatif de 7 % requis pour atteindre le premier objectif du Millénaire pour le développement, à savoir la réduction de la pauvreté⁴. Cette constatation donne également à penser qu'il faut réaliser de nouvelles études nationales encore plus approfondies pour comprendre les disparités de la croissance entre les pays.

Tableau 1

Pays africains à forte croissance et pays africains à faible croissance, 2000-2004

(En pourcentage)

<i>Pays à forte croissance^a</i>	<i>Taux de croissance moyen 2000-2004</i>	<i>Pays à faible croissance^b</i>	<i>Taux de croissance moyen 2000-2004</i>
Guinée équatoriale	26,0	Somalie	1,8
Tchad	14,9	Comores	1,7
Mozambique	9,7	Malawi	1,6
Angola	8,0	Kenya	1,6
Soudan	6,8	Gabon	1,4
Éthiopie	5,6	Guinée-Bissau	1,3
Rwanda	5,5	République centrafricaine	1,3
Libéria	5,3	Côte d'Ivoire	0,2
Ouganda	5,3	Seychelles	-0,1
Burkina Faso	5,3	Zimbabwe	-7,5
Maurice	5,2		
Sénégal	5,2		
République-Unie de Tanzanie	5,0		
Botswana	5,0		

Source : Rapport économique sur l'Afrique 2005 (Commission économique pour l'Afrique).

^a Pays dont le taux de croissance moyen est supérieur ou égal à 5 % (2000-2004).

^b Pays dont le taux de croissance moyen est inférieur à 2 % (2000-2004).

II. Sources intérieures de la croissance, 2004

14. Parmi les facteurs internes expliquant la croissance enregistrée en Afrique en 2004, on peut citer une stabilité macroéconomique durable basée sur des politiques budgétaires et monétaires prudentes, une amélioration du compte des opérations courantes due à l'augmentation des prix des matières premières (y compris des produits agricoles marchands) et des recettes provenant du tourisme, ainsi que le renforcement de la stabilité politique dans de nombreux pays africains.

A. Stabilité macroéconomique

Baisse de l'inflation

15. L'inflation en Afrique a reculé en moyenne, tombant de 10,3 % à 8,4 % entre 2003 et 2004. Cette tendance favorable était due à des politiques monétaires et fiscales prudentes, à de bonnes récoltes et à des taux de change relativement stables, voire en hausse. Toutefois, cette tendance moyenne cache des différences entre les pays. En effet, si l'inflation a baissé dans 29 pays africains, elle a en revanche augmenté dans 20 autres. Douze pays ont enregistré une inflation à deux chiffres et un pays (le Zimbabwe) a enregistré une inflation à trois chiffres. Par contre, le Tchad a connu une déflation malgré la hausse des prix de l'énergie⁵.

Allègement des déficits budgétaires

16. Les déficits budgétaires en Afrique ont diminué entre 2003 et 2004; 32 pays ont enregistré soit un excédent budgétaire soit une diminution de leur déficit budgétaire. Sur les 32 pays cités, 13 ont enregistré un excédent et 19 une réduction du déficit. Les excédents budgétaires ont essentiellement été constatés dans les pays producteurs de pétrole; sur les 13 pays ayant enregistré un excédent budgétaire, 8 étaient des pays producteurs de pétrole.

17. Si les pays africains ont dans l'ensemble réussi à améliorer leur situation budgétaire en 2004, ils le doivent aux recettes produites par la hausse inattendue des cours du pétrole et à des politiques de prudence budgétaire. Cela dit, malgré des progrès dans le domaine budgétaire, plusieurs pays africains restent confrontés à des problèmes; 10 pays ont enregistré des déficits supérieurs à 5 % de leur PIB⁶.

18. Les déficits étaient, en grande partie, imputables à l'accroissement des dépenses requises pour assurer la sécurité alimentaire (Malawi), éponger les arriérés de salaires du secteur public (Guinée-Bissau), augmenter les dépenses sociales (Maurice), financer les élections (Malawi et Zimbabwe) et la reconstruction des économies dévastées par la guerre (Sierra Leone et Angola).

B. Amélioration des comptes des opérations courantes

19. Une bonne moitié des pays africains (26 sur 51) ont enregistré une amélioration de leur compte des opérations courantes, qui est passé d'une situation déficitaire de 0,1 % du PIB à une situation excédentaire de 0,4 % pour l'ensemble du continent.

20. Ces résultats favorables des comptes des opérations courantes étaient dus à la forte croissance des exportations des produits pétroliers et non pétroliers, ainsi qu'à un meilleur accès aux marchés, facilité par des initiatives telles que la loi en faveur de la croissance et des opportunités en Afrique (AGOA) et la loi Tout sauf les armes, adoptées aux États-Unis. Par exemple, la valeur totale des exportations vers les États-Unis des 37 pays pouvant bénéficier de l'AGOA a augmenté de 38,1 % en 2004, alors qu'elle atteignait 24,4 milliards de dollars en 2003. Toutefois, les conditions liées à ces accords commerciaux préférentiels – règles d'origine et traitement préférentiel assorti de délais – constituent des freins à l'accroissement des exportations. En outre, la fin de l'Accord multifibres pose un problème aux producteurs africains de textiles et de vêtements, étant donné qu'elle ouvrira le

marché à une forte concurrence, notamment de la part des pays extrêmement compétitifs comme la Chine, le Pakistan et l'Inde. De fait, le rôle des exportations de textiles et de vêtements dans les comptes des opérations courantes des économies africaines pourrait être compromis en raison du démantèlement dudit Accord.

21. Dans l'ensemble, les exportations ont augmenté de 23,5 %, en raison de l'accroissement aussi bien de leur volume (8 %) que des prix, ce qui indique une amélioration des termes de l'échange. La hausse des exportations a tourné autour de 16,9 %, sous l'effet de l'augmentation des revenus ainsi que des prix du pétrole et des denrées alimentaires. L'accroissement des importations dans les pays producteurs de pétrole a également été encouragé par la hausse des investissements en vue d'accroître la capacité de production du pétrole. Néanmoins, la majorité des pays (8 sur 14) qui ont enregistré un excédent de leur compte des opérations courantes étaient des pays producteurs de pétrole.

C. La montée du tourisme

22. Le tourisme est de plus en plus une importante source de devises en Afrique. Les recettes provenant du secteur du tourisme s'élevaient à 18,6 milliards de dollars en 2003 (dernière année pour laquelle on dispose de données), ce qui représente une augmentation de 19,2 % par rapport à 2002. Les recettes par touriste, en 2003, ont été évaluées à 510 dollars. Même si ces sommes ne représentent qu'environ la moitié des dépenses par touriste sur le continent américain (1 029 dollars), elles n'en sont pas moins une importante source de revenus pour les économies africaines. En effet, outre un environnement favorable et des conditions climatiques fort agréables, le faible coût du tourisme en Afrique peut être un facteur positif, faisant de l'Afrique une destination préférée des touristes.

III. Sources extérieures de la croissance, 2004

23. Parmi les facteurs extérieurs expliquant la croissance économique de l'Afrique en 2004, on peut citer l'augmentation des flux d'investissement étrangers directs et d'APD⁷ ainsi que le raffermissement des prix des matières premières causé par la hausse de la demande mondiale. Si le renchérissement du pétrole a joué un rôle déterminant dans la croissance des pays africains producteurs de pétrole, cette tendance n'en constitue pas moins une menace pour les pays africains non producteurs de pétrole.

A. Forte croissance économique mondiale

24. La croissance de l'économie mondiale a été de 4 % en 2004, soit la plus forte progression en deux décennies. La croissance au niveau mondial a été généralisée, mais elle a été particulièrement forte aux États-Unis et en Chine, qui ont enregistré des taux de croissance de 4,4 % et de 9 % respectivement. La croissance de 1,8 % au sein de l'Union européenne a été relativement lente et est intervenue dans un contexte d'appréciation de l'euro qui a ralenti les exportations. Compte tenu de l'importance de l'Union européenne en tant que partenaire commercial de l'Afrique, la croissance relativement faible enregistrée au sein de l'Union a sans doute retardé la croissance globale de l'Afrique. Néanmoins, la forte croissance mondiale a

facilité celle des pays en développement, y compris des économies africaines, du fait de l'augmentation de la demande de produits de base au niveau mondial.

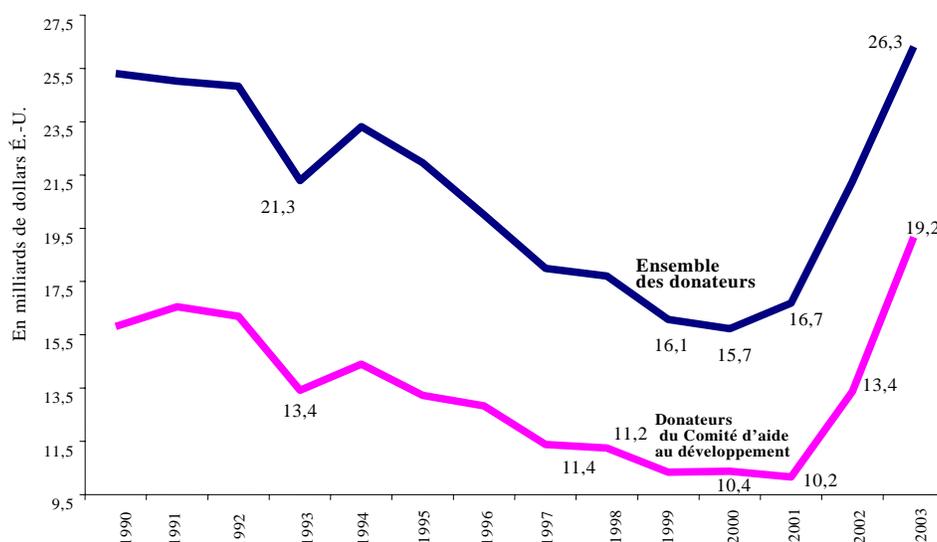
B. Augmentation des cours des produits de base

25. La croissance en Afrique a été favorisée par le renchérissement du pétrole et des produits de base autres que le pétrole. L'indice des prix des produits de base, exprimé en dollars des États-Unis, a augmenté de 26,3 % en 2004, par suite d'une demande plus forte en provenance de l'Asie, notamment de la Chine. L'évolution des prix du pétrole a été déterminante dans l'augmentation des cours, alors que les métaux, les minerais et les engrais ont sensiblement contribué à l'augmentation des prix des produits de base autres que l'énergie. Par contre, les prix du cacao, du café, du coton et de l'huile d'arachide ont baissé entre 2003 et 2004, en raison d'une offre excédentaire sur le marché mondial.

Figure 4

Flux nets d'APD à destination de l'Afrique, 1990-2003

(En milliards de dollars É.-U.)



Source: Rapport économique sur l'Afrique 2005 (Commission économique pour l'Afrique)

C. Augmentation de l'APD

26. L'aide publique au développement à l'Afrique a augmenté, passant d'un minimum de 15,7 milliards de dollars en 2000 à un nouveau chiffre record de 26,3 milliards de dollars en 2003 (fig. 4). Le redressement des flux d'APD a été largement favorisé par l'allègement de la dette, grâce à l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE) et à l'aide d'urgence.

27. Le Comité d'aide au développement (CAD) fournit non seulement l'essentiel de l'APD à l'échelle mondiale, mais aussi une part importante de l'APD destinée à

l'Afrique. En 2003, les pays membres du Comité ont fourni près de 73 % (19,2 milliards de dollars) du total de l'APD et plus de 41 % de l'ensemble des flux d'APD destinés à l'Afrique. Lorsqu'on prend en compte leur revenu national brut par habitant, le Danemark (0,94), la Norvège (0,87), les Pays-Bas (0,81), la Suède (0,80) et le Luxembourg (0,78) ont été les principaux donateurs durant la période 2001-2003.

28. En termes absolus, les plus grands bénéficiaires de l'aide du CAD, pendant la période considérée, ont été l'Égypte (1 milliard 170 millions de dollars), le Mozambique (960 millions de dollars), la République-Unie de Tanzanie (910 millions de dollars), la République démocratique du Congo (630 millions de dollars) et l'Éthiopie (570 millions de dollars). Il est intéressant de noter que la plupart de ces pays poursuivent des réformes économiques.

D. Augmentation des flux d'investissements étrangers directs (IED)

29. Malgré la baisse récente des IED au niveau mondial, la tendance est à la hausse pour ce qui est des flux à destination de l'Afrique : ils sont passés de 12 milliards de dollars en 2002 à 15 milliards en 2003 et ils devraient atteindre 20 milliards de dollars en 2004.

30. Les flux d'IED à destination de l'Afrique tendent à se concentrer sur une région (l'Afrique du Nord) et sur un secteur (les industries extractives). Les deux tiers du total des flux à destination de l'Afrique sont allés en Afrique du Nord, où les investissements ont favorisé la Jamahiriya arabe libyenne et le Soudan riches en pétrole et le Maroc propice aux investisseurs. En Afrique subsaharienne, les destinataires préférés des flux d'IED ont été l'Angola, le Nigéria, la Guinée équatoriale et l'Afrique du Sud.

31. Les flux d'IED vers le secteur des services, en général, et les sous-secteurs de l'électricité, du commerce de gros et de détail, en particulier, ont augmenté ces dernières années, menaçant la prédominance du secteur de l'industrie extractive. L'augmentation des flux d'IED vers le secteur des services, en particulier, a été essentiellement due à la privatisation et à la libéralisation du secteur (par exemple les télécommunications, l'électricité et l'eau) et aux innovations technologiques qui ont accru la diversité des services pouvant être commercialisés.

IV. Quelques sujets de préoccupation

32. Malgré des résultats encourageants obtenus dans le domaine de la croissance en 2004, l'épargne et les investissements demeurent faibles. Par ailleurs, la baisse du cours du dollar a contribué à l'appréciation des monnaies de plusieurs pays africains et menace de compromettre leur compétitivité au niveau international. En outre, on s'attend à un tassement de la croissance au niveau mondial, qui s'établirait à 3,2 % en 2005, compte tenu de l'augmentation des prix du pétrole brut, du resserrement des politiques budgétaires et monétaires aux États-Unis pour faire face à l'aggravation de leur déficit budgétaire et courant, ainsi que du ralentissement de l'économie chinoise. Un ralentissement de la croissance mondiale pourrait avoir des effets négatifs pour les pays africains.

A. Risque d'appréciation des monnaies

33. En raison de l'affaiblissement continu du dollar des États-Unis, 30 pays africains ont enregistré, en 2004, une appréciation de leur monnaie par rapport à cette devise. De toutes les monnaies africaines, le dollar libérien a connu la plus forte appréciation, par suite de l'augmentation des flux d'aide, des investissements et des envois de fonds, ainsi que de la réduction de la fuite des capitaux, alors que le pays sortait d'une situation de conflit.

34. La hausse des cours de l'or et du platine, la faiblesse du dollar des États-Unis et le niveau relativement bas des taux d'intérêt réels ont été les principaux facteurs à l'origine de la très bonne tenue du rand sud-africain en 2004. Les monnaies de trois pays de l'Afrique australe (le dollar namibien, le loti du Lesotho et le lilangeni du Swaziland), indexées au même niveau sur le rand, se sont également rapidement appréciées. Le franc CFA, indexé sur l'euro, s'est également beaucoup apprécié par rapport au dollar des États-Unis en 2004.

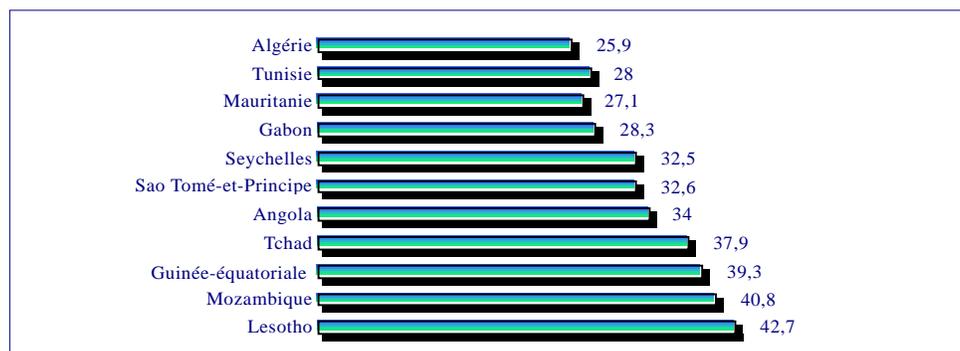
B. Faiblesse de l'investissement intérieur

35. L'investissement en Afrique est généralement faible. Il a été rarement supérieur à 20 % du PIB pendant la période qui va de 2000 à 2002⁸. Seuls 11 des 50 pays pour lesquels on dispose de données ont enregistré des taux d'investissement élevés, c'est-à-dire supérieurs à 25 % pendant la période 2000-2002, une majorité d'entre eux étant des producteurs de pétrole (fig. 5).

Figure 5

Investissement par rapport au PIB en Afrique, 2000-2002

(En pourcentage)



Source : Rapport économique sur l'Afrique 2005 (Commission économique pour l'Afrique).

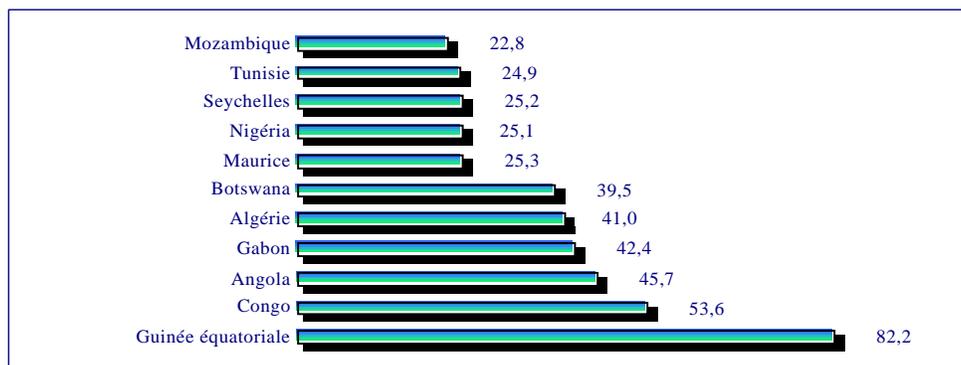
C. Faiblesse de l'épargne nationale

36. Le niveau peu élevé de l'investissement en Afrique est partiellement dû à la faiblesse du taux d'épargne dans la région. Le taux d'épargne en Afrique a été, en moyenne, de 21,1 % du PIB pendant la période 2000-2002. Seuls 11 des 50 pays⁹ ont enregistré des taux d'épargne supérieurs à la moyenne de la région, ce qui laisse à penser que même le taux moyen dépend des résultats d'un petit nombre de pays (fig. 6)¹⁰. La faiblesse de l'épargne nationale accroît la dépendance des pays

africains envers l'aide extérieure et les rend vulnérables à la volatilité des flux d'IED et d'APD.

Figure 6
Taux de l'épargne par rapport au PBI en Afrique, 2000-2002

(En pourcentage)

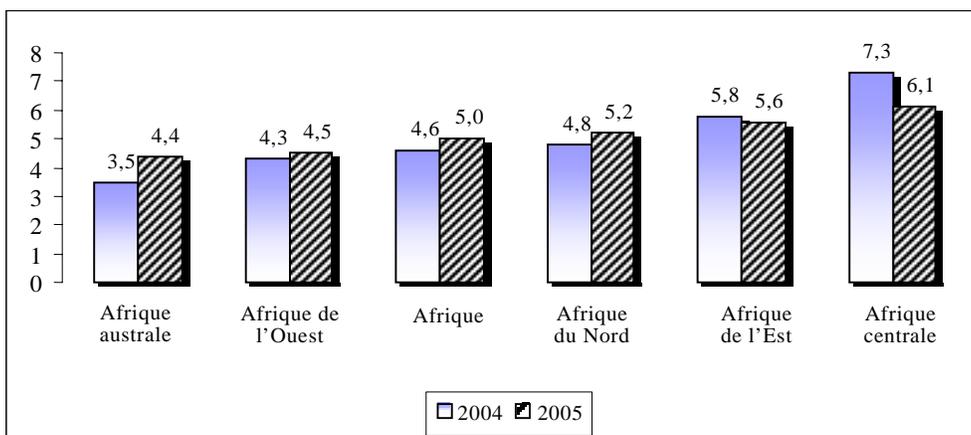


V. Perspectives de croissance en 2005

37. Les projections indiquent que la croissance économique de l'Afrique devrait être de 5 % en 2005, contre 4,6 % en 2004 (fig. 7). La croissance devrait être stimulée par le redressement des perspectives de croissance de 32 pays (notamment des cinq principales économiques¹¹, à l'exception du Nigéria). Elle sera étayée par le maintien de la stabilité macroéconomique, l'augmentation des exportations africaines dans le contexte d'une croissance mondiale forte bien que ralentie, l'amélioration continue de la production agricole dans l'hypothèse de conditions climatiques favorables et une croissance vigoureuse dans les secteurs du tourisme et de l'exploitation minière.

Figure 7
Projections de la croissance du PIB réel au niveau sous-régional en 2005

(En pourcentage)



Source : Rapport économique sur l'Afrique 2005 (Commission économique pour l'Afrique).

38. L'Afrique centrale et l'Afrique de l'Est devraient être en tête du palmarès de la croissance en 2005, alors qu'on prévoit que l'Afrique australe et l'Afrique de l'Ouest auront les taux de croissance les plus faibles (voir fig. 7). La croissance en Afrique centrale et en Afrique de l'Est devrait toutefois être plus faible en 2005 qu'en 2004.

39. La croissance en Afrique centrale devrait baisser en raison de la chute brutale de la croissance du Tchad, qui, de 39,4 % en 2004, devrait être ramenée à 13 % en 2005. Cela s'explique par l'achèvement de la construction de l'oléoduc qui relie le Tchad et le Cameroun. La croissance du Cameroun devrait être inchangée, alors qu'une nouvelle baisse de la production pétrolière au Gabon devrait ramener la croissance de l'économie à 0,8 % en 2005. Par ailleurs, l'expansion robuste des secteurs non énergétiques devrait renforcer les perspectives de croissance au Congo et à Sao Tomé-et-Principe.

40. Malgré les prévisions d'un déclin par rapport au niveau de 2004, la croissance de l'Afrique de l'Est devrait demeurer solide en 2005 en raison d'une augmentation de l'aide des donateurs dans toute la sous-région, de bonnes récoltes (Burundi, Éthiopie, Kenya, Madagascar, Ouganda et Tanzanie), d'une forte croissance du tourisme (Kenya, Seychelles et République-Unie de Tanzanie), de l'accroissement des flux d'IED (Madagascar et Ouganda), d'une bonne gestion macroéconomique (Ouganda, République démocratique du Congo et Tanzanie) et de l'amélioration de la stabilité politique (Burundi et Comores).

41. La croissance en Afrique du Nord devrait augmenter en 2005 par suite d'une accélération de la croissance agricole et de la hausse continue des recettes du pétrole. Les autres facteurs sont notamment des réductions d'impôt en Égypte, qui devraient relancer la consommation privée et l'investissement, une forte croissance du tourisme au Maroc et en Tunisie, un accroissement des flux d'investissement étranger dans les secteurs pétroliers de la Jamahiriya arabe libyenne, de la Mauritanie et du Soudan (si la paix est assurée) et une forte croissance des services en Tunisie et en Mauritanie. Grâce à l'expansion des capacités de son secteur pétrolier et à une amélioration de la situation politique, le Soudan devrait enregistrer en 2005 un taux de croissance de 8 %, soit le taux le plus rapide, suivi de l'Algérie (6,6 %), de la Mauritanie (5,4 %) et de la Tunisie (5,1 %).

42. En 2005, l'Afrique de l'Ouest devrait avoir une croissance légèrement supérieure à celle de 2004. Huit des 15 pays (Bénin, Burkina Faso, Cap-Vert, Côte d'Ivoire, Guinée, Guinée-Bissau, Mali et Sénégal) devraient enregistrer une croissance supérieure à celle de 2004. Le Libéria devrait à nouveau être en tête de la sous-région, avec un taux de croissance de 15 %. Les principaux facteurs expliquant l'amélioration de la croissance prévue en Afrique de l'Ouest sont : la croissance attendue du secteur agricole (Bénin, Gambie, Guinée, Mali, Sénégal, Sierra Leone et Togo), l'accroissement de l'aide des donateurs (Guinée-Bissau, Libéria et Sierra Leone), l'expansion du secteur minier (Burkina Faso, Guinée, Ghana, Mali et Sierra Leone), les flux d'investissement étranger (Cap-Vert et Libéria) et la croissance du tourisme (Cap-Vert et Gambie).

43. L'Afrique australe devrait enregistrer une croissance beaucoup plus rapide en 2005 qu'en 2004, à savoir 4,4 % contre 3,3 %. La croissance en Afrique du Sud devrait passer de 2,8 % en 2004 à 3,4 % en 2005 en raison de la hausse attendue de la demande mondiale des produits du pays, de la croissance du tourisme, de l'augmentation des flux d'IED et de l'expansion de la demande intérieure, elle-

même due aux nouvelles mesures de dégrèvement fiscal et à des taux d'intérêt peu élevés. L'évolution du secteur pétrolier continuera à influencer l'activité économique de l'Angola en 2005. Par ailleurs, la croissance des services au Botswana, à Maurice et en Namibie, l'augmentation des activités du secteur minier au Botswana, au Mozambique, en Namibie et en Zambie, l'expansion du secteur agricole à Maurice, au Mozambique et en Zambie, le développement du tourisme à Maurice et en Zambie et l'appui des donateurs en Zambie seront les principaux facteurs qui contribueront à la croissance de la sous-région en 2005. On projette toutefois que la croissance économique se ralentira au Zimbabwe en 2005 (à un taux néanmoins inférieur à celui de 2004) en raison d'un climat politique hostile et des résultats médiocres de l'agriculture et des industries de transformation.

VI. Croissance, emploi et pauvreté

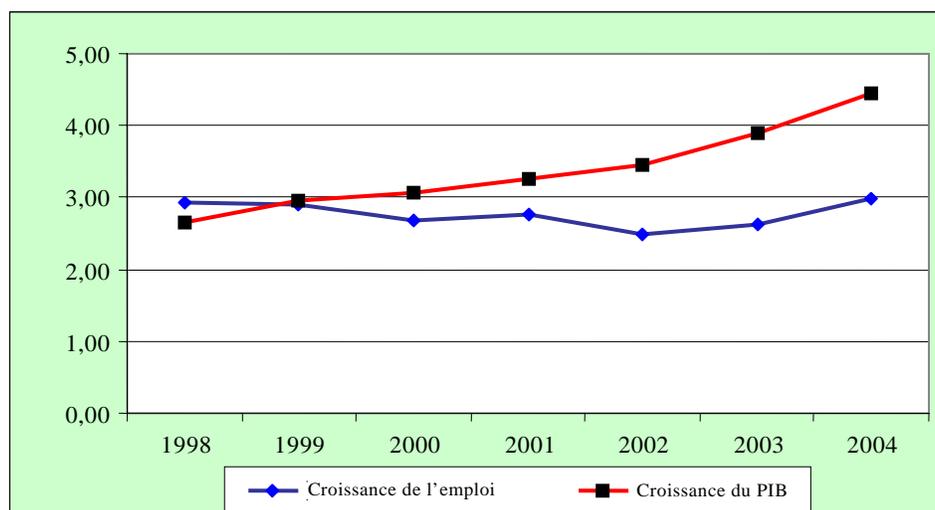
44. Compte tenu de l'importance de l'emploi comme source de revenu pour les pauvres, l'accroissement des possibilités d'emploi doit devenir un élément fondamental des initiatives de réduction de la pauvreté. En outre, une croissance économique soutenue est la voie à suivre pour créer des emplois « décents » offrant des salaires supérieurs au seuil de pauvreté.

45. Malheureusement, alors que la croissance du PIB réel en Afrique subsaharienne augmente régulièrement depuis 1998, l'emploi est resté stable (fig. 8). Ces courbes montrent que la croissance du PIB réel en Afrique subsaharienne n'a pas été suffisamment riche en emplois.

Figure 8

Croissance du PIB réel et de l'emploi en Afrique subsaharienne en 1998-2004

(En pourcentage)



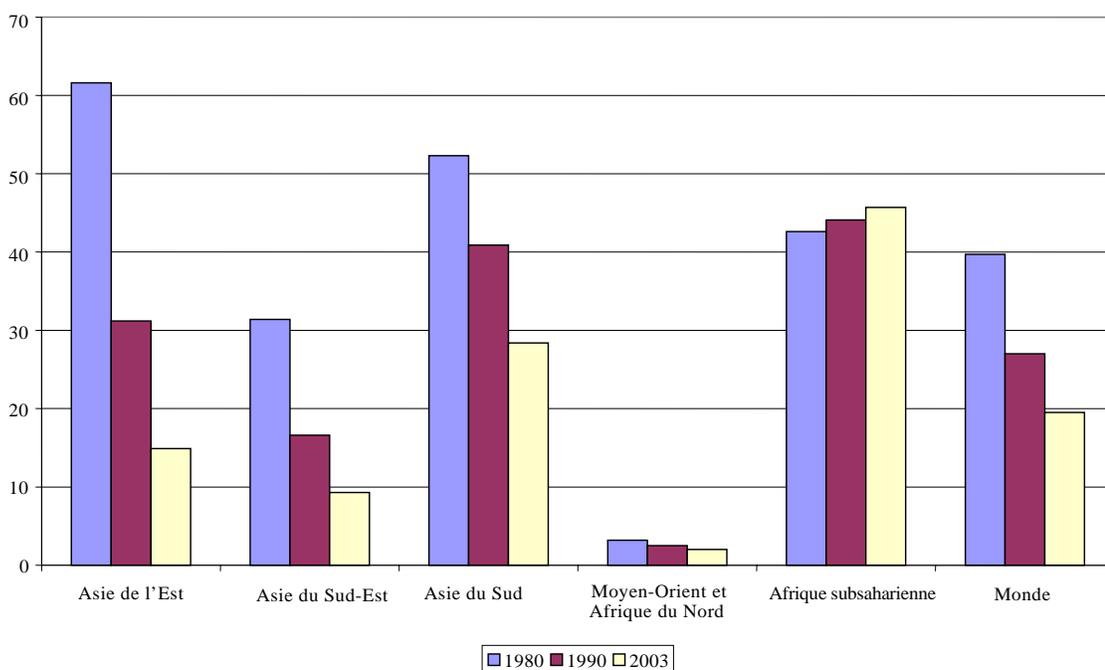
Source: Rapport économique sur l'Afrique 2005 (Commission économique pour l'Afrique).

A. Tendances de la pauvreté

46. En 2003, par exemple, l'Afrique subsaharienne connaissait le taux de pauvreté le plus élevé alors que l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient avaient le taux le plus faible (fig. 9). Par ailleurs, le taux de pauvreté a nettement baissé entre 1980 et 2003 dans toutes les régions, à l'exception de l'Afrique subsaharienne où il a légèrement augmenté¹². En outre, l'Afrique subsaharienne est la seule région où la proportion de « pauvres qui travaillent » a augmenté entre 1980 et 2003 (tableau 2). Cela s'explique probablement par le fait que la croissance du PIB en Afrique subsaharienne pendant cette période a à peine suffi pour absorber la croissance démographique¹³.

Figure 9

Taux de pauvreté dans différentes régions (pourcentage de la population vivant avec 1 dollar ou moins par jour)



Source: Rapport économique sur l'Afrique 2005 (Commission économique pour l'Afrique).

Tableau 2
**Proportion de travailleurs pauvres dans l'emploi total
dans différentes régions (en pourcentage)**

(En dollars des États-Unis)

	<i>Seuil de pauvreté de 1 dollar par jour</i>			<i>Seuil de pauvreté de 2 dollars par jour</i>		
	<i>1980</i>	<i>1990</i>	<i>2003</i>	<i>1980</i>	<i>1990</i>	<i>2003</i>
Asie de l'Est	71,1	35,9	17,0	92,0	79,1	49,2
Asie du Sud-Est	37,6	19,9	11,3	73,4	69,1	58,8
Asie du Sud	64,7	53,0	38,1	95,5	93,1	87,5
Moyen-Orient et Afrique du Nord	5,0	3,9	2,9	40,3	33,9	30,4
Afrique subsaharienne	53,4	55,8	55,8	85,5	89,1	89,0
Monde	40,3	27,5	19,7	59,8	57,2	49,7

Source : Rapport économique sur l'Afrique 2005 (Commission économique pour l'Afrique).

VII. Progrès sur la voie de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD)

47. Les mauvais résultats des pays d'Afrique subsaharienne en matière de création d'emplois et de réduction de la pauvreté suscitent des inquiétudes quant à leur capacité d'atteindre l'ensemble des cibles dont sont assortis les OMD, qui, pratiquement toutes, se rapportent aux conditions sociales. Pour ce qui est de la réalisation des OMD¹⁴, les résultats d'ensemble des pays de la région, pour la période 1990-2000, ont été décevants (tableau 3)¹⁵. Ils ont été particulièrement faibles en ce qui concerne la réduction de moitié de la pauvreté, la réduction de la mortalité maternelle et l'accroissement du taux d'achèvement d'un cycle complet d'études primaires, bien que des progrès semblent avoir été faits dans la réalisation des objectifs concernant l'égalité entre les sexes et l'accès à des sources d'eau améliorées.

Tableau 3
Progrès sur la voie de la réalisation des OMD en Afrique subsaharienne

<i>Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD)</i>	<i>1990</i>	<i>2000</i>	<i>2015 (objectif)</i>
Objectif 1 : Personnes disposant de moins d'un dollar par jour (en parité de pouvoir d'achat – PPA) (pourcentage de la population)	45	46	22
Objectif 2 : Taux d'achèvement du cycle primaire (pourcentage du groupe d'âge concerné)	57	55	100
Objectif 3 a) : Promouvoir l'égalité des sexes : éducation primaire	0,82	0,87	1

<i>Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD)</i>	<i>1990</i>	<i>2000</i>	<i>2015 (objectif)</i>
Objectif 3 b) : Promouvoir l'égalité des sexes : éducation secondaire	0,75	0,82	1
Objectif 4 : Réduire la mortalité des enfants de moins de 5 ans (par 1 000 naissances)	187	174	62
Objectif 5 : Réduire la mortalité maternelle (par 1 000 naissances d'enfants vivants)	920 ^a	917	230 ^a
Objectif 6 : Combattre le VIH/sida, le paludisme et d'autres maladies :	–	–	–
VIH/sida : en 2001, la prévalence du VIH parmi les jeunes était de 13 % pour les garçons et 6 % pour les filles			
Paludisme : 7 % seulement des 27 pays d'Afrique subsaharienne connaissant une prévalence de plus de 5 % utilisent des moustiquaires pour la prévention			
Tuberculose : en 2001, on a enregistré en Afrique subsaharienne un taux de prévalence de cette maladie de 350 pour 100 000			
Objectif 7 a) : Accès à une source d'eau meilleure (pourcentage de la population)	54 ^a	58	77
Objectif 7 b) : Accès à un meilleur système d'assainissement (pourcentage de la population)	55 ^a	54	77
Objectif 8 a) : Flux d'APD (pourcentage du revenu national brut des donateurs)	En baisse	Est passé à 0,3 % ^b en 2003	0,7 % du revenu national brut, comme convenu à Monterrey
Objectif 8 b) : Viabilité de l'endettement	Non disponible	Actuellement (2004) 12 pays africains ont atteint le point d'achèvement	–

Source : <www.developmentgoals.org>.

^a Base de données de l'ONU.

^b Comité d'aide au développement (OCDE).

48. Les résultats en apparence consternants enregistrés au niveau régional cachent cependant des disparités aux niveaux sous-régional et national. Par exemple, l'Afrique du Nord s'est distinguée par des progrès remarquables sur la voie de la réalisation des OMD (tableau 4). Il est à noter également que de nombreux pays devraient en principe atteindre chacun des objectifs. Néanmoins, la majorité des pays restent à la traîne, et des efforts particuliers seront nécessaires pour leur permettre d'atteindre les OMD.

Tableau 4
Les OMD en Afrique : résultats par pays et par sous-région

<i>Objectifs</i>	<i>Pays ayant des chances d'atteindre les objectifs</i>
Objectif 1 Réduire l'extrême pauvreté et la faim	Pauvreté : Burkina-Faso, Lesotho, Botswana, Cameroun, Afrique du Sud, Maurice, Ouganda, Ghana et pays d'Afrique du Nord. Malnutrition des enfants : Botswana, Tchad, Gambie, Mauritanie, Égypte, Soudan et Tunisie. Sous-alimentation générale : Ghana, Malawi, Angola et pays d'Afrique du Nord
Objectif 2 Assurer l'éducation primaire pour tous	Taux nets de scolarisation et d'achèvement d'un cycle : Algérie, Égypte, Tunisie, Botswana, Cap-Vert, Seychelles, Togo, Zimbabwe, Maurice, Namibie, Afrique du Sud, Gabon, Rwanda et Sao Tomé-et-Principe
Objectif 3 Promouvoir l'égalité des sexes	Au niveau de l'enseignement primaire : Botswana, Lesotho, Maurice, Namibie, Rwanda, Swaziland et Zimbabwe. Au niveau de l'enseignement secondaire : Algérie, Libye, Tunisie, Botswana, Lesotho, Namibie et Rwanda
Objectif 4 Réduire la mortalité infantile	Maurice, Seychelles, Cap-Vert et pays d'Afrique du Nord
Objectif 5 Améliorer la santé maternelle	Pays d'Afrique du Nord, Botswana, Cap-Vert, Gambie et Maurice
Objectif 6 Combattre le VIH/sida, le paludisme et d'autres maladies	VIH/sida : Botswana, Zimbabwe et Ouganda. Paludisme : Gambie, Guinée-Bissau, Comores, Bénin, Rwanda, République centrafricaine, Cameroun et Kenya. Tuberculose : Afrique du Sud, Swaziland, Zambie, Angola, Gabon, Gambie, Madagascar et, concernant toutes les trois maladies (le VIH/sida, le paludisme et la tuberculose), pays d'Afrique du Nord
Objectif 7 Assurer un environnement durable	Développement durable (zone forestière) : pays d'Afrique du Nord, Swaziland, Gambie et Cap-Vert. Accès à l'eau potable (zone rurale) : Égypte, Maurice, Algérie, Botswana, Burundi, Malawi, Afrique du Sud, République-Unie de Tanzanie, Ghana, Gambie et Namibie. Accès à l'assainissement (en zone urbaine) : Jamahiriya arabe libyenne, Maroc, Égypte, Tunisie, Algérie, Ghana et Maurice

Source : CEA, Progress and Prospects of Achieving the Millenium Development Goals in Africa, 2005.

VIII. Conclusions et recommandations

49. Si les résultats nationaux des pays africains en matière de réalisation des OMD constituent un motif de « préoccupation incessante », ils ne sont pas pour autant « désespérants ». Les résultats encourageants en matière de PIB réel enregistrés en Afrique au cours des dernières années représentent une évolution heureuse, surtout dans un contexte de croissance traditionnellement faible.

50. Toutefois, une croissance soutenue en Afrique exige des interventions en matière économique, sociale et politique. Sur le plan économique, il faut en priorité :

a) Réduire la vulnérabilité aux aléas climatiques par la transformation de l'agriculture;

b) Réduire le risque lié aux fluctuations des cours des matières premières par la diversification des exportations;

c) Consolider la stabilité macroéconomique par des politiques budgétaires et monétaires prudentes, soutenues par des mécanismes efficaces de contrôle des dépenses et un secteur privé performant;

d) Mobiliser l'épargne intérieure pour financer les investissements, notamment par la stabilité macroéconomique et par des mesures destinées à consolider les marchés financiers;

e) Maximiser la création d'emplois en réduisant les entraves aux investissements privés et à la croissance (au moyen, par exemple, d'investissements publics complémentaires dans le domaine des routes, de l'équipement, etc., et de la réduction des lourdeurs administratives);

f) Réduire l'imprévisibilité des flux d'APD en obtenant des donateurs qu'ils coordonnent mieux leurs interventions et s'engagent à rationaliser les modalités d'octroi de l'aide et, s'il y a lieu, en amenant les pays africains à redoubler d'efforts pour honorer les engagements mutuellement contractés avec les donateurs; enfin,

g) Accélérer le processus de l'intégration régionale pour tirer véritablement parti de la dynamique universelle pour le développement.

51. Sur le plan social, les interventions doivent avoir pour objectif d'améliorer la santé et le capital humain des citoyens. Il faut, à cet effet :

a) Accroître, pour les pauvres, les possibilités physiques et financières d'accéder aux systèmes des soins médicaux, par des investissements rentables dans les services sociaux, notamment par la mise en place de dispositifs viables de sécurité sociale;

b) Faire face aux effets négatifs des grandes maladies comme le paludisme et, en particulier, stopper la propagation du VIH/sida tout en répondant aux besoins de personnes affectées par cette maladie;

c) Investir dans l'éducation en veillant à ce que le capital humain (bâti au moyen de l'enseignement scolaire ou de la formation professionnelle) soit adapté au milieu du travail; mettre en place des politiques efficaces pour retenir le capital humain et stopper l'exode des cerveaux.

52. Sur le plan politique, il faut, comme objectifs primordiaux :

a) Assurer la paix et la sécurité par la mise en place de processus et d'institutions démocratiques crédibles, fondés sur le respect de la légalité, des droits et libertés des citoyens; appliquer la règle de la majorité tout en respectant les droits des minorités;

b) Répondre aux besoins particuliers des pays les moins avancés et des pays qui sortent d'un conflit;

c) Optimiser les partenariats internationaux pour assurer l'égalité des chances dans l'arène commerciale; développer et pérenniser les capacités pour renforcer les infrastructures et l'efficacité de la gestion.

Notes

¹ Le Nigéria mérite une attention particulière en raison de son poids important dans l'économie de l'Afrique de l'Ouest. Le fort ralentissement de la croissance de son PIB entre 2003 et 2004 doit être replacé dans son contexte, car il représente un retour à une tendance à la croissance qui avait été interrompue par la baisse de la production pétrolière en 2002, suite aux troubles civils dans le delta du Niger, riche de pétrole. En effet, la croissance du PIB du secteur pétrolier nigérian avait fortement chuté entre 2001 et 2002, passant de 1,4 % à -11,6 % (Rapport de pays du FMI, 2005). Le taux de croissance de 10,2 % enregistré en 2003 traduit donc une hausse par rapport au niveau exceptionnellement bas de 2002.

² La forte croissance enregistrée au Tchad, en Guinée équatoriale et en Angola était également due à la hausse des cours du pétrole; la construction de l'oléoduc entre le Tchad et le Cameroun a également contribué au taux de croissance astronomique enregistré au Tchad. Cet oléoduc devrait continuer à alimenter la croissance du Tchad à l'avenir en facilitant la vente du pétrole sur les marchés internationaux.

³ La production pétrolière du premier semestre 2004 a été de 2 % inférieure à celle de 2003. Le Gabon consacre actuellement des investissements à la modernisation des gisements existants, afin de tirer profit des cours favorables du pétrole (Rapport de pays du FMI n° 05/3).

⁴ Avec une répartition du revenu plus équitable que ce qu'elle est en moyenne aujourd'hui en Afrique subsaharienne, les pays pourraient atteindre le premier objectif du Millénaire avec un taux de croissance inférieur à 7 %, étant donné que la croissance aurait un effet plus bénéfique sur la réduction de la pauvreté (Fosu, A. K. « Inequality and the Growth-Poverty Nexus: Evidence from sub-Saharan Africa », document présenté à la Conférence du Center for the Study of African Economies (CSAE) sur le thème « Understanding Poverty and Growth in sub-Saharan Africa », Université d'Oxford, mars 2002).

⁵ La déflation était due à une augmentation des disponibilités alimentaires, conséquence d'un report de l'année précédente, et à la faiblesse de la demande intérieure résultant en partie de la contraction des dépenses publiques. Cette contraction s'explique par la diminution des recettes autres que pétrolières et la rentrée tardive des recettes pétrolières par suite des retards intervenus dans la finalisation des accords institutionnels relatifs à la gestion de ces recettes.

⁶ Sao Tomé-et-Principe (17,2 %), Guinée-Bissau (14,7 %), Malawi (12,7 %), Zimbabwe (9,7 %), Égypte (7,5 %), Swaziland (6,6 %), Maroc (5,9 %), Sierra Leone (5,9 %), Maurice (5,5 %) et Angola (5,4 %).

⁷ Sur la base des chiffres d'APD les plus récents disponibles (c'est-à-dire en 2003).

⁸ Il s'agit de la période la plus récente pour laquelle on dispose de données fiables.

⁹ Il s'agit des pays pour lesquels on dispose actuellement de données.

¹⁰ Il convient toutefois de noter que si des taux élevés d'investissement (c'est-à-dire au moins 25 % du PIB) sont indispensables pour la croissance, ils ne sont néanmoins pas suffisants. Par

exemple, malgré les taux d'investissement élevés enregistrés en Algérie, au Gabon et aux Seychelles en 2000-2002, les taux de croissance moyens de ces pays ont été inférieurs à 5 % pendant la même période. Cela montre bien qu'il est nécessaire d'examiner les facteurs propres à chaque pays qui sous-tendent la productivité.

- ¹¹ Afrique du Sud, Nigéria, Égypte, Algérie et Maroc.
 - ¹² Le taux de pauvreté en Afrique du Nord et au Moyen-Orient était déjà faible en 1980 et il a encore légèrement baissé entre 1980 et 2003.
 - ¹³ La croissance du PIB par habitant a été en moyenne négative (soit -0,2 %) entre 1980 et 2003 alors qu'elle était en moyenne de 2 % pour l'Afrique du Nord.
 - ¹⁴ L'Afrique du Nord dans son ensemble est en voie de réaliser pratiquement tous les OMD (voir fig. 11).
 - ¹⁵ L'année la plus récente pour laquelle on dispose de données fiables est 2000.
-